



Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

La mobilité est une caractéristique universelle de l'humanité. Les gens ont été mobiles et ont migré depuis la nuit des temps et ils continueront à le faire.

Il y a autant de raisons de migrer internationalement que de migrant[e]s eux/elles-mêmes. Ces raisons sont par ailleurs imbriquées. Les motivations personnelles, la pauvreté, la crainte de persécution, les conflits, les catastrophes naturelles, les violations des droits humains, la discrimination de genre sont quelques-uns des facteurs qui peuvent influencer sur la décision de migrer. Dans de nombreux États fragiles, qui ne sont pourtant pas parmi les plus pauvres, l'environnement est tel que les populations sont poussées à chercher un meilleur endroit pour vivre. **La pauvreté n'est pas la seule raison qui amène les gens à traverser les frontières.**

Plusieurs études [2] montrent que **ce ne sont pas les plus pauvres qui migrent internationalement ; tout simplement parce qu'ils/elles n'en ont pas les moyens.** La majorité des migrant[e]s ne sont d'ailleurs pas originaires des pays les moins développés. Par exemple, les pays au monde comptant le plus d'émigré[e]s tels que le Mexique, la Chine et les Philippines [3] sont parmi ceux dont les indicateurs de développement sont en augmentation.

En fait, les recherches ont confirmé que **le développement socio-économique tend à stimuler les migrations internationales à court et moyen termes** [4]. Michael Clemens du Centre pour le Développement Mondial a, lui aussi, démontré qu'au cours de ce que l'on appelle la "transition migratoire", "l'émigration augmente globalement jusqu'à ce que le pays atteigne un niveau de revenu moyen supérieur. Ce n'est qu'après qu'elle diminue" [5]. Les aspirations suscitées et un meilleur accès aux ressources contribuent à rendre la migration plus envisageable. Ce n'est que [bien] plus tard que l'émigration va diminuer progressivement [fig. 1].

Cette courbe en U inversée ["bosse de migration"] est corrélée au niveau de développement humain [IDH]. Comme le montre l'étude menée par Hein de Haas, le pourcentage d'émigré[e]s est plus élevé dans les pays disposant d'un niveau de développement humain moyen. Les pays ayant un IDH faible ont, quant à eux, un taux d'émigration faible. Celui-ci est d'ailleurs plus faible que celui des pays bénéficiant d'un développement humain élevé [fig. 2]. [6]

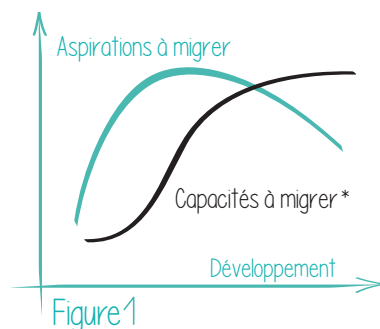
Qu'en pensez-vous ?

[...] "L'idée est de pouvoir retenir les populations sur place et donc de faire un effort considérable de développement et de formation de la jeunesse, pour qu'elle ne soit pas tentée, elle aussi, de partir" [1]

[François Hollande ■ Président de la République française
Septembre 2015]

On entend souvent...

La pauvreté est la principale cause des migrations internationales. Ce sont les plus pauvres qui migrent en quête de meilleures opportunités économiques, de conditions de vie décentes dans les pays développés puisqu'ils/elles n'ont aucun avenir chez eux/elles. En aidant à améliorer la situation économique des pays en développement, d'un point de vue général, on pourra réduire l'émigration vers le monde développé. Les politiques et stratégies pour réduire les flux de migrations internationales devraient se focaliser sur l'éradication de la pauvreté, avec un impact escompté sur la mobilité humaine.



* Capital social, humain et matériel que les individus sont en mesure de mobiliser pour migrer

Ce processus est une réalité pour nombre de pays, bien qu'il soit généralement méconnu ou ignoré dans les discours et stratégies politiques. À ce sujet, le Rapporteur Spécial des Nations Unies pour les droits humains des Migrants, François Crépeau affirmait que *"Si les politiques pensent qu'en versant 500 milliards d'euros à l'Afrique ils vont juguler l'immigration dans les cinq prochaines années, ils se trompent. [...] Cela ne veut pas dire que les pays développés ne doivent pas aider les autres pays à se développer"* [7].

La relation entre migrations et réduction de la pauvreté est complexe et incertaine. Une étude récente de Nicholas Van Hear et Ninna Nyberg Sørensen portant sur le lien entre migrations et développement [8] est arrivée à la conclusion qu' *"il n'y a pas de lien direct entre la réduction de la pauvreté, le développement économique, la croissance démographique, le changement social et économique d'un côté et la migration de l'autre. La réduction de la pauvreté n'est pas, en elle-même, une stratégie amenant à une baisse de la migration"*. Si elle est nécessaire, la réduction de la pauvreté n'est pas une condition suffisante pour remédier à la migration par nécessité. Les inégalités à l'intérieur d'un même pays et entre pays doivent, entre autres facteurs, être également ciblées.

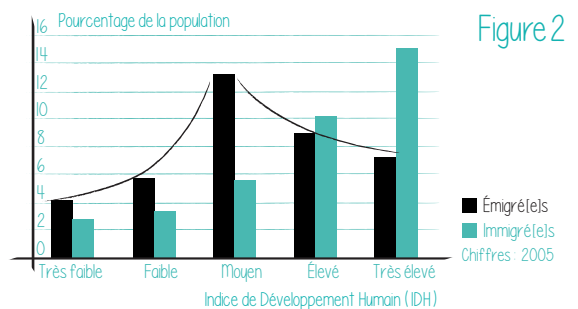
Les pays comptant le plus d'émigré[e]s au monde sont souvent émergents : les Philippines

Les Philippines comptent parmi les pays ayant le plus d'émigré[e]s au monde. Ils représentent également un parfait exemple de la "bosse de migration", tel que présenté dans la figure 2. En effet, bien que maintenant considérés comme un pays à revenu moyen, les Philippines, comme beaucoup de pays émergents, sont confrontés au défi de la croissance économique inclusive et d'une répartition équitable des richesses ; ce qui impose de mettre en œuvre des réformes. Ces enjeux de développement sont des facteurs qui ont mené le pays à être le plus "pourvoyeur" de travailleurs/euses migrant[e]s dits "régulier[e]s". Nombre d'entre eux/elles sont des travailleurs/euses temporaires tels que des infirmier[e]s, des marins ou des employé[e]s domestiques. Une importante part de leur épargne est envoyée à leurs familles restées au pays, via les transferts de fonds [10]. Promouvoir l'emploi outre-mer a d'ailleurs été l'une des stratégies du gouvernement philippin.

Ainsi, avec un niveau de développement en augmentation, les Philippines ont un pourcentage de ressortissant[e]s travaillant à l'étranger parmi les plus élevés au monde.

Le plus inquiétant dans ce mythe est la logique sous-jacente qui suggère que la migration est un phénomène indésirable, niant de fait sa **contribution positive au développement durable** dans les pays de destination, de transit et d'origine des migrant[e]s. Pourtant, l'Agenda 2030 de Développement Durable [9] a confirmé l'idée indéniable que la migration et le développement sont liés : *"Nous reconnaissons la contribution positive des migrant[e]s en faveur de la croissance inclusive et du développement durable"*.

■ Outil développé par le FORIM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD • Graphisme & Illustrations Fabienne Venet



Notes

- Motivations personnelles
- Pauvreté
- Conflits
- Catastrophes naturelles
- Violations des droits humains
- Discrimination de genre
- Environnement

Migrations
Mobilité
Droits humains
Dignité
Solidarité
Vivre ensemble

Passez le message!

La réduction de la pauvreté est une condition nécessaire mais non suffisante pour remédier à la migration par nécessité.

La mobilité est une caractéristique universelle de l'humanité.

Contribution positive de la migration au développement durable.

Notre vision

Le droit de quitter tout pays, y compris le sien, est reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et tout un chacun devrait avoir la possibilité de décider de lui-même de migrer ou non.

Si les politiques de développement doivent servir un objectif en matière de migrations, celui-ci doit être de créer les conditions de ce choix. Tant qu'il n'y aura pas de possibilités de vie décente, tant que les guerres et les violations des droits humains prévaudront dans certains endroits de la planète et tant que des États seront fragiles, la migration restera une nécessité plutôt qu'une option.